

IRAK : FICHE PAYS – JUIN 2023



Catégorie OCDE (2023) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B- / Caa1 / B-

Change : Dinar (IQD) / Régime de change fixe arrimé à l'USD

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -

FORCES

- Importantes réserves d'hydrocarbures (3^e plus grandes réserves officielles de pétrole, 12^e de gaz)
- Soutien financier des bailleurs de fonds internationaux

FAIBLESSES

- Diversification insuffisante
- Forte dépendance au prix du pétrole
- Coût important de la reconstruction du pays
- Risque sécuritaire élevé

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Après une année 2022 de forte reprise (croissance du PIB de près de +8 %), tirée par le secteur pétrolier, l'activité devrait décélérer en 2023 dans un contexte pétrolier moins favorable ; la hausse des dépenses publiques permettra néanmoins de soutenir les activités hors hydrocarbures. A moyen terme, le pays fera face à de nombreux défis (risque social élevé, difficulté d'accès au financement bancaire, qualité des infrastructures, etc.) mais bénéficiera de plusieurs projets d'investissements dans les secteurs de l'énergie et des transports.
- Vulnérabilité des comptes publics : Les comptes publics restent très dépendants de l'évolution des recettes pétrolières (90 % des recettes totales). Si l'endettement public reste modéré (52 % du PIB en 2022), des réformes seraient nécessaires (diversification des recettes, encadrement de la masse salariale publique, etc.) pour limiter le risque souverain à terme.
- Vulnérabilité extérieure : L'excédent courant se réduirait en 2023, en lien avec la hausse attendue des importations et surtout le ralentissement des exportations de pétrole (95 % des exportations). Le dinar a été réévalué de 10 % en février 2023 après la dévaluation de -18 % fin 2020. Si les réserves de change se sont redressées en 2022 et atteignent désormais le niveau confortable de 9 mois d'importations, les anticipations de déficit courant à moyen terme constituent une source de vigilance.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le système bancaire est fragile (concentré, très exposé au souverain, niveau élevé de NPL).

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Après près d'une année de paralysie politique, la formation d'un gouvernement fin 2022 s'accompagne d'une amélioration de la situation politique. Cette dernière reste néanmoins fragile étant donné le contexte social dégradé, les multiples divisions (religieuses, politiques et ethniques) et la tenue prochaine d'élections législatives (d'ici fin 2024). Les influences iranienne et américaine constituent une source de tensions, tant au niveau local, que régional.
- Climat des affaires : L'environnement des affaires et l'état de la gouvernance restent fortement dégradés en Irak.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Très exposé et vulnérable aux effets du changement climatique, le niveau d'engagement du pays reste faible à ce stade. La dépendance aux énergies fossiles est un frein important à la transition énergétique.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2017 et 2021 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Chine	24,5%	1 Turquie	23,7%
2 Inde	23,5%	2 Chine	18,7%
3 Etats-Unis	10,5%	3 Iran	10,1%
4 Corée du Sud	9,3%	4 Syrie	7,4%
15 France	0,8%	18 France	1,0%

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2021 (% du total)

Exportations		Importations	
Combustibles	95,4%	Combustibles	13,3%
Métaux précieux	2,4%	Machines élec.	12,0%
Céréales	0,9%	Machinerie méca.	9,6%
Fer et acier	0,25%	Véhicules	6,1%
Fruits	0,15%	Plastiques	4,0%

Sources : ITC

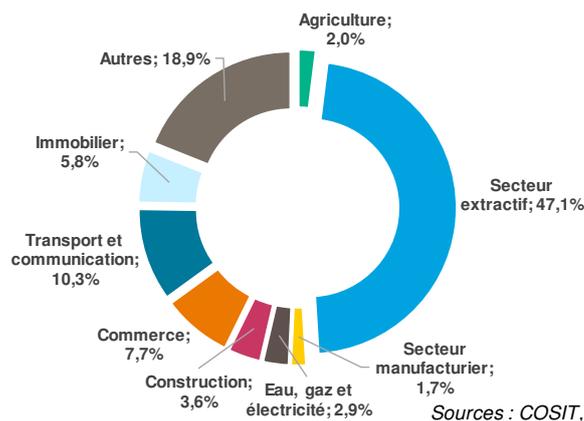


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

IRAK	2019	2020	2021	2022 (e)	2023 (p)	2024 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	234	169	207	270	268	278
<i>Rang PIB mondial</i>	50	54	53	46	48	48
Population (Mns)*	39,1	40,1	41,2	42,2	43,3	44,5
<i>Rang Population mondiale</i>	36	36	35	35	35	35
PIB / habitant (USD)	5 983	5 522	5 523	6 400	6 180	6 247
Croissance PIB (%)**	5,8	-15,7	7,7	8,1	3,3	3,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	-0,2	0,6	6,0	5,0	6,6	1,6
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)*	45,1	77,4	55,1	52,6	57,6	58,6
Solde public (% PIB)*	0,8	-12,0	4,0	11,4	-2,4	-3,1
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	0,5%	-10,9%	7,8%	11,6%	4,4%	-2,5%
IDE (% du PIB)*	-1,4%	-1,8%	-1,3%	NA	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	11,8	9,0	7,1	9,7	10,4	10,7
Dette extérieure totale (% PIB)	29%	49%	33%	23%	22%	21%
Dette extérieure CT (% PIB)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change***	1182	1191	1450	1459	1320	NA
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	53,5	46,5	52,1	42,9	NA	NA
Taux de NPL***	10,6	20	19,3	17,2	NA	NA
ROE	6,3	7,5	4,8	8,2	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	199	199	198	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	172	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	59	59	56	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	101	99	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 04/2023, article IV 02/2023), *Banque Mondiale, **Fitch, ***Banque centrale d'Irak, a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Irak : part des secteurs dans le PIB (2018)



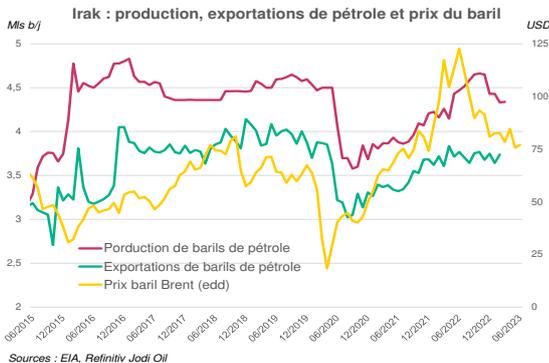


1. SITUATION ECONOMIQUE

• Forte croissance en 2022 liée au secteur pétrolier

Après la double crise sanitaire et pétrolière de 2020 (fort repli de l'activité de -15,7 %), l'Irak aurait renoué avec son niveau d'activité pré-Covid en 2022. Selon les différents instituts de prévision, la croissance du PIB aurait atteint près de +8 % en 2022.

L'accélération de l'activité en 2022 a été principalement liée au rebond de la production de barils de pétrole (+9,5 % en m.a) et des exportations (+57 % en valeur en m.a), dans un contexte de relâchement des quotas de production par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole élargie (OPEP+) et de hausse des prix¹, post conflit en Ukraine. Au T4 2022, le resserrement des quotas par l'OPEP+ a été suivi par une baisse de la production.



En 2022, le PIB non pétrolier n'aurait que faiblement progressé (+1,5 % sur les neuf premiers mois de l'année, selon la Banque Mondiale). Cela s'explique en partie par l'instabilité politique jusqu'en octobre 2022 (cf. Partie 4), qui s'est notamment traduite par un blocage budgétaire n'ayant pas permis d'exécuter près de 90 % des dépenses publiques prévues. Les autorités ont pu néanmoins débloquer un plan d'urgence durant l'été pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages, dans un contexte de pressions inflationnistes (5 % en m.a), pressions alimentées par le conflit en Ukraine et la dévaluation de -18 % du dinar (IQD) en 2021 (perte de valeur de l'IQD encore plus forte sur le marché noir).

• Décélération de l'activité en 2023

En 2023, les instituts de prévision tablent sur une croissance du PIB comprise entre +2,8 % et +3,8 %. Le renforcement des quotas OPEP+ à partir de mai 2023² mènerait à une décélération de la production de pétrole. Le prix du baril en 2023 serait moins important qu'en 2022 (85 USD le baril de Brent en 2023, selon EIA). Les

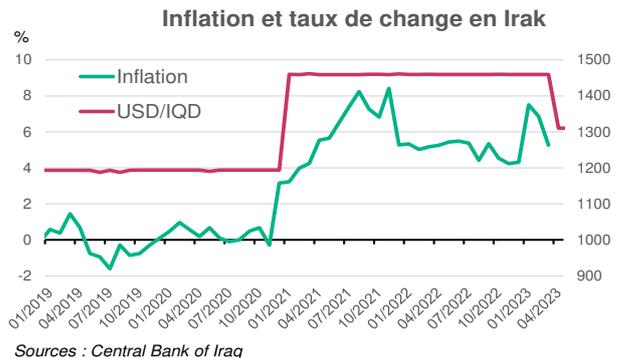
¹ Baril de Brent : 100,8 USD en 2022 vs. 70,7 USD en 2021.

² Réduction de la production irakienne de -211 000 b/j.

exportations se réduiraient au S1 2023 en raison d'un litige avec la Turquie³ mais la part de la production de barils exportés devrait progresser sur l'ensemble de l'année.

Le débloqué progressif de la situation politique fin 2022 aura abouti début 2023 à la validation d'un Budget de 150 Mds USD pour la période 2023-2025. Les augmentations de dépenses publiques (relèvement du salaire minimum de 80 %, des salaires publics, transferts sociaux, etc.) permettront de stimuler la consommation privée et les activités marchandes. Ce Budget va aussi permettre de lancer des projets d'infrastructures et ainsi soutenir le secteur de la construction (réhabilitation de l'aéroport de Mossoul, construction de routes et de voies ferroviaires dans le cadre du Dry Canal Project).

Ces perspectives restent néanmoins conditionnées à la maîtrise de l'inflation (entre +6 et +7 % en m.a attendue par les institutions de prévision) et à la convergence du taux de change parallèle vers le taux officiel. Pour contrer l'inflation, la Banque centrale (CBI) a notamment procédé à une réévaluation de +10,3 % du dinar face à l'USD en février 2023.



• Un secteur bancaire fragile

Le secteur bancaire est concentré, dominé par les banques publiques (80 % des actifs) et exposé au risque souverain. Le moratoire sur les reports de remboursement bancaire, introduit pendant la crise sanitaire, a été levé fin 2022 et expose les banques à une hausse des prêts non performants en 2023 (déjà élevé : 17,2 % des prêts totaux fin 2022).

• Un pays à rebâtir mais de nombreux défis

Depuis la fin de la guerre en 2018, l'Irak a pu régler ses arriérés de paiements vis-à-vis des compagnies pétrolières et s'est engagé sur la voie de la reconstruction en s'appuyant notamment sur l'aide des bailleurs de fonds internationaux et des partenaires bilatéraux (30 Mds USD pour reconstruire le pays sur 10

³ A la suite d'une décision issue d'un arbitrage international, les exportations de 450 000 b/j du Kurdistan Irakien vers la Turquie sont temporairement suspendues dans l'attente d'un accord entre autorités centrales des deux pays.



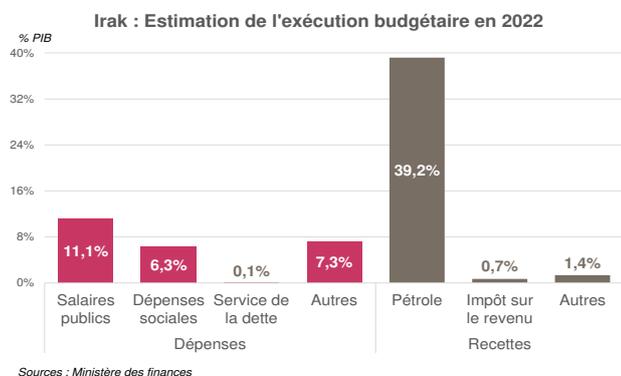
ans). La succession de crises (politique, sanitaire, économique) depuis 2021 a néanmoins marqué un coup d'arrêt au rebond de l'économie irakienne.

Des conglomérats pétroliers chinois (PowerChina) et français (TotalEnergie) ont prévu d'investir massivement dans le secteur énergétique en Irak, ce qui permettrait d'augmenter la production d'énergie à horizon 2027 : +147 % de barils à Bassorah, +1 GW d'énergie solaire et +600 m3/j de gaz à Rotowi. L'économie irakienne resterait très insuffisamment diversifiée et donc très dépendante du secteur des hydrocarbures

L'Irak fait face à des vulnérabilités structurelles de taille. Malgré une récente amélioration, la situation politique (cf. Partie 4) reste très incertaine dans un contexte social assez dégradé : taux de chômage de 16 % (35 % chez les jeunes) et taux de pauvreté de 22,5 % selon la Banque Mondiale. De plus, le pays fait face à de nombreux obstacles : qualité des infrastructures (électricité, eau), difficultés d'accès au crédit bancaire (fort effet d'éviction), corruption endémique⁴, poids de l'économie informelle (55 % de l'emploi selon la Banque Mondiale), clientélisme, faible gouvernance selon les indicateurs de la Banque Mondiale etc.

2. FINANCES PUBLIQUES

En 2022, le fort excédent budgétaire (+11,4 % du PIB, selon la Banque Mondiale) est certes lié à l'augmentation des recettes pétrolières (39 % du PIB en 2022) mais également à un taux d'exécution budgétaire très bas (cf. Partie 1). Ce fort excédent combiné à une croissance soutenue a permis de réduire le niveau d'endettement public à 52 % du PIB en 2022. En 2023, sous l'impulsion d'une hausse de 59 % des dépenses publiques et d'une baisse attendue des recettes pétrolières (92 % des recettes totales), le solde public redeviendrait négatif : - 2,4 % du PIB selon la Banque Mondiale.



Hors phase de hausse prononcée des prix des hydrocarbures, le contexte social dégradé n'offre que peu de marges pour mener les réformes négociées avec le FMI. Les institutions bilatérales ont conclu un nouvel

⁴ En 2002, l'Irak se classait au 158^e rang sur 180 au Corruption Index de Transparency International.

accord en avril 2023 pour fournir une assistance technique à l'Irak pour mieux faire face aux défis posés par la gestion des finances publiques : progression de la masse salariale publique, refonte de la politique de subventions énergétiques, du système d'imposition ou encore restructuration du secteur de l'électricité.

56 % de la dette publique étant libellée en devises étrangères, l'exposition au risque de change est élevée et a déjà causé d'importantes variations du niveau d'endettement par le passé (à la suite de la dévaluation du dinar fin 2020 par exemple). L'évolution du risque de change reste dépendante de la capacité du pays à générer des recettes en devises (cf. Partie 3) et donc très sensible à l'évolution de la production et des prix du pétrole. 75 % de la dette publique est détenue par des créanciers officiels, ce qui implique une maturité moyenne de la dette publique longue (supérieure à dix ans) et limite le risque de refinancement. En absence de réformes, le risque souverain reste non négligeable, ce qui se traduit notamment par une prime CDS à 5 ans élevée sur le souverain (700 pdb).

3. POSITION EXTÉRIEURE

• Baisse de l'excédent courant en 2023

Le fort excédent courant dégagé en 2022 (supérieur à 10 % du PIB) a été porté par la forte croissance des exportations pétrolières (95 % des exportations totales), notamment grâce à l'intensification des importations chinoises de brut irakien (+20 % en m.a).

En dépit d'une demande chinoise soutenue en 2023, un contexte international moins favorable et une baisse attendue des prix du pétrole (cf. Partie 1) impliqueraient une décélération des exportations irakiennes. Les perspectives de rebond de la demande interne mèneraient à un retour des importations à leur niveau pré pandémie et à une augmentation des importations de biens de consommation et des biens d'équipement (cf. Partie 1). Dès lors, l'excédent courant se réduirait en 2023 (+4,4 % du PIB selon le FMI).

• Vigilance sur les réserves à moyen terme

Menacées pendant la crise de 2020⁵ et par un ancrage coûteux de l'IQD à l'USD, les réserves de change se sont significativement redressées en 2022 (+31 % en m.a en 2022) pour atteindre 9,7 mois d'importations en fin d'année, soit un niveau confortable. Une nette amélioration qui s'explique par un ancrage de l'IQD à l'USD moins coûteux post dévaluation fin 2020, surtout dans un contexte de hausse des recettes pétrolières.

Avec un taux de change parallèle inférieur de 22 % au taux de change officiel post réévaluation en février 2023, la capacité de la CBI à s'approvisionner en devises pour assurer l'ancrage de l'IQD reste un enjeu de premier plan. Le maintien d'un excédent courant en 2023 constituerait certes un atout mais les prévisions du FMI

⁵ Déficit courant de -11 % du PIB, raréfaction des sources de financement externe.



tablement sur un retour à un déficit dès 2024 (-4 % du PIB en moyenne d'ici 2028). Les risques politiques liés à l'Iran⁶ et au fait que les réserves de change en USD soient localisées sur un compte à la Fed représentent une source de vulnérabilité dans le contexte actuel, avec risques de pénuries temporaires d'USD. Cela a notamment mené la CBI à convenir d'un accord pour le règlement d'importations chinoises en renminbi.

4. ASPECTS POLITIQUES

• Une sortie de crise institutionnelle durable ?

Lors des élections législatives d'octobre 2021, la coalition menée par le leader chiite M. Al Sadr a fini avec le plus grand nombre de sièges au Parlement (mais sans majorité). Toutefois, les multiples désaccords au Parlement entre partis chiites pro Al Sadr et les autres partis pro Iran afin de désigner un Président, condition préalable à la nomination d'un Premier Ministre avant de former un gouvernement, ont mené à une paralysie du système politique du pays pendant près d'un an. Une issue a été trouvée lorsque les députés du bloc mené par M. Al Sadr ont démissionné en juin 2022. Entre juin et octobre, un Président a pu être désigné et le nouveau Premier Ministre M. Al Soudani, issu du parti Dawa réputé pro Iran, a rapidement formé un gouvernement.

La sortie de cette crise politique offre des perspectives plus optimistes (cf. Partie 1). Cependant, la situation politique reste très fragile et incertaine. Les heurts durant l'été 2022 entre milices chiites pro Iran et pro Sadr en sont la démonstration. De plus, par le passé d'importants mouvements contestataires, souvent menés par les forces politiques sadristes, ont pu générer d'intenses tensions, un scénario qui n'est pas à écarter étant donné un contexte social toujours assez dégradé.

L'organisation de nouvelles élections législatives d'ici fin 2024, auxquelles devraient participer la coalition de M. Al Sadr, pourraient de nouveau être source de tensions sur la scène politique. Une nouvelle loi électorale datant de 2023 permettrait d'accorder plus de sièges aux plus importants partis, afin de favoriser la formation d'une majorité au Parlement et de réduire le risque de blocage.

Par ailleurs, les relations sont souvent délicates entre l'Etat central et la région autonome du Kurdistan, concernant notamment la production et les exportations de barils en contrepartie de transferts budgétaires. Pour la période 2023-2025, les risques de dissension semblaient plus limités. Toutefois, le revirement du gouvernement du Kurdistan en mai malgré un accord trouvé en avril dans le cadre de la proposition de Budget⁷ est révélateur de points de blocage, significatifs par le

passé. Par ailleurs, certaines régions du territoire du Kurdistan sont occasionnellement frappées militairement par la Turquie ou l'Iran, contre des milices kurdes suspectées de terrorisme / d'ingérence dans ces pays.

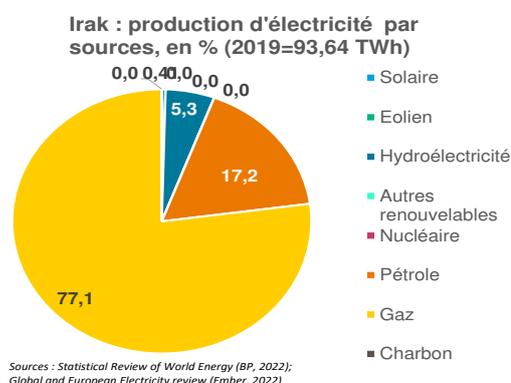
• Multiplication des alliances avec l'extérieur

La reprise du dialogue, lancé par l'ancien Premier Ministre Al Kazimi, avec les E.AU et l'Arabie Saoudite ne sont pas remis en cause et ces pays se sont engagés à accroître leur soutien financier et leurs investissements en Irak. Le pays renforce par ailleurs ses relations commerciales et diplomatiques avec la Chine.

L'Irak reste sujet à des tensions récurrentes, liées au renforcement la présence de forces américaines sur le sol irakien depuis la guerre contre Daech (même si elles devraient se retirer à moyen terme, conformément aux engagements du Président J. Biden) et à la proximité politique voire militaire de plusieurs milices locales avec l'Iran. Dès lors, le risque sécuritaire reste élevé⁸.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Selon les données ND-Gain, l'Irak est exposé à des risques physiques élevés liés au changement climatique, (vulnérabilité des infrastructures et en termes de ressources alimentaires et en eau). Une situation d'autant plus préoccupante au vu de la croissance démographique (la population pourrait atteindre 70 millions d'individus d'ici 2050 (contre 41 actuellement)).



La forte spécialisation du pays dans les hydrocarbures constitue un frein à la transition écologique et environnementale⁹ et l'objectif de réduction de 13 % des GES semble inatteignable au vu de l'insuffisance des engagements actuels. Si le pays va bénéficier de l'aide financière du Green Climate Fund pour réduire les émissions de CO₂, les besoins de financement externe seraient très conséquents (233 Mds USD selon la Banque Mondiale).

⁶Transferts de devises bloqués depuis l'Iran, sanctions américaines contre des banques irakiennes soupçonnées de ne pas respecter pas l'embargo contre l'Iran.

⁷ Transfert de 13 % du budget central au Kurdistan.

⁸ Affrontements entre milices, attaques dans la zone verte à Bagdad, assassinats de chef de milice chiite et d'un général pasdaran en 2020, attentats de Daech en 2021.

⁹ 90 % des émissions de GES proviennent du secteur énergétique.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier MENA, Turquie, Chine, ASEAN victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / Global trends, Pays développés, pétrole sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau Macroéconomie France, conjoncture ETI Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.